

Des carrés blancs pour se distancer de la lutte des clans



©
D. R.

Pour l'acte 17 de la révolution citoyenne, la manifestation dominicale a mobilisé, comme il fallait s'y attendre, les Algériens du Canada venus nombreux, dimanche à Montréal, réclamer le départ du système et le changement radical qui passe par l'instauration d'un véritable État de droit. Le lieu de la manifestation pacifique a été investi par les Algériens peu avant 11h. Le même décor et la même ambiance ont caractérisé ce 17e rassemblement de contestation. Les manifestants, venus pour la plupart en famille, ont scandé des slogans hostiles au pouvoir.

Le spectacle de la judiciarisation, qui a vu défiler une brochette de dirigeants de l'ère Bouteflika devant la justice, n'a pas distrait pour autant les manifestants qui maintiennent le cap sur l'exigence historique de l'insurrection citoyenne : le départ du système corrompu. Des pancartes brandies à l'occasion l'ont d'ailleurs réitéré de fort belle manière. "Système dégage", "Pour une transition démocratique et pacifique", "État civil et non militaire", "L'armée dans les casernes", "Klitou lebled ya sarraquine", peut-on lire, entre autres. Les manifestants ont improvisé d'une manière inédite leur rejet de la guerre des clans, matérialisée par la mise en branle de l'appareil judiciaire qui, pourtant, n'a pas bougé le petit doigt lorsque ces mêmes dirigeants emprisonnés aujourd'hui s'adonnaient à un véritable siphonnage des ressources publiques.

Moment solennel s'il en est, les manifestants se sont répartis en carrés, avant que tout le monde ne brandisse

une feuille blanche au-dessus de la tête, la couleur blanche étant synonyme de pacifisme, une des valeurs de la révolution citoyenne. "C'est pour dire que la guerre clanique ne nous intéresse pas et qu'elle ne va pas nous dévier de l'essentiel, à savoir le changement radical du système qui a ruiné le pays depuis 1962", a expliqué un organisateur au sujet de cette action du carré blanc.

Même s'ils disent ne pas pleurer sur le sort des dirigeants emprisonnés, les manifestants s'interrogent sur cette "subite indépendance retrouvée du jour au lendemain" de la justice. "C'est la même justice qui a fonctionné au téléphone", dénonce un manifestant. Pour ce dernier, ce "carnaval judiciaire ne va pas arrêter la révolution populaire qui continuera à mobiliser le peuple algérien". Comme à l'accoutumée, un débat a été improvisé sur place. Des propositions sont avancées par les intervenants pour faire aboutir le combat pacifique du peuple algérien en marche vers l'Histoire. Tous ont mis l'accent sur la nécessité de maintenir la mobilisation populaire.

Yahia Arkat